LA PRÉSENTE NOTE REFLÈTE LES DISCUSSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL COMPOSÉ D'EXPERTS SUR LES MATÉRIAUX DESTINÉS À ENTRER EN CONTACT AVEC DES DENRÉES ALIMENTAIRES DU COMITÉ PERMANENT DES VÉGÉTAUX, DES ANIMAUX, DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES ALIMENTS POUR ANIMAUX. ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE NI APPROUVÉE PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE. LES AVIS EXPRIMÉS NE SAURAIENT EN AUCUN CAS ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME CONSTITUANT UNE PRISE DE POSITION OFFICIELLE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE. LA PRÉSENTE NOTE VISE UNIQUEMENT À PRÉSENTER UN RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS MENÉES DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT (CE) N° 1935/2004 ET DU RÈGLEMENT (UE) N° 10/2011 DE LA COMMISSION. LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE EST SEULE COMPÉTENTE POUR DONNER UNE INTERPRÉTATION DU DROIT DE L'UNION FAISANT AUTORITÉ.

Bruxelles, le 23 juin 2020

Résumé des discussions du groupe de travail composé d'experts sur les matériaux destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires relatives à l'utilisation et à la mise sur le marché de matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires («MCDA») contenant du bambou broyé ou d'autres constituants similaires

REMARQUE: La présente note met à jour et remplace la note publiée en juin 2019.

Des enquêtes menées par les États membres ont montré que, ces dernières années, un nombre accru de matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires fabriqués à partir de matière plastique et auxquels du bambou et/ou d'autres substances «naturelles» sont ajoutés sont mis sur le marché¹. Un exemple courant est celui des ustensiles de cuisine ou de la vaisselle de table, comme les assiettes, les bols et les gobelets à café réutilisables. Ces matériaux et objets sont souvent d'apparence et de fonction comparables aux ustensiles de cuisine et à la vaisselle de table en mélamine dans la mesure où ils sont généralement aussi composés de plastique de mélamine, mais ils contiennent en plus du bambou broyé («bambou mélaminé») ou d'autres constituants similaires tels que du maïs, utilisés en tant qu'additifs et faisant souvent office de matériel de remplissage. Ils sont toutefois moins brillants. D'autres exemples incluent, sans s'y limiter, des fibres de bambou ajoutées à une résine polymère agglomérante pour former un produit composite.

Ces enquêtes ont également démontré qu'un certain nombre de ces matériaux et objets en bambou mélaminé destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires mis sur le marché sont vendus sous le présupposé qu'ils sont durables, recyclables et naturels. Ils sont étiquetés et commercialisés comme étant «biodégradables», «respectueux de l'environnement», «biologiques» ou «naturels», voire, dans certains cas, «100 % bambou», ce qui ne reflète pas la véritable nature du produit. Dans de nombreux cas, le nom commercial de leur fabricant et/ou leur description sont utilisées pour appuyer cette approche marketing et ils ne sont pas facilement reconnus comme composés de matière plastique.

¹ Les types de matériaux et objets faisant l'objet de ces discussions sont sensiblement différents de ceux dans lesquels le bambou ou d'autres produits naturels tels que le bois sont utilisés sous leur forme naturelle ou dans une forme proche de celle-ci. Bien que des colles et des revêtements puissent toujours être présents sur ou à l'intérieur de ces matériaux et objets, la composition du produit ne nécessite pas l'utilisation d'autres matériaux de remplissage ni de résine.

Le groupe de travail fait observer que l'article 3, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1935/2004² établit que «*l'étiquetage, la publicité et la présentation d'un matériau ou d'un objet ne doivent pas induire le consommateur en erreur*». Les exploitants d'entreprise devraient dès lors veiller à ce que l'étiquetage et la publicité de ces produits soient conformes au produit placé sur le marché et tiennent compte de la composition réelle des produits. Dans les cas où la mélamine ou d'autres types de matières plastiques sont utilisés comme composant structurel principal dans des matériaux ou objets qui contiennent également d'autres composants tels que le bambou, de telles notices publicitaires, en particulier celles laissant entendre que les produits sont uniquement composés de matériaux non plastiques ou ne contiennent aucune matière plastique, peuvent être considérées par les autorités de contrôle de l'État membre comme trompeuses et donc non conformes au règlement (CE) n° 1935/2004³.

Au cours des dernières années, le système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF)⁴ a enregistré un certain nombre de notifications concernant des matériaux et objets en bambou mélaminé destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires. Il a été constaté à plusieurs reprises que la migration de la mélamine et du formaldéhyde était nettement supérieure de respectivement 2,5 mg/kg et 15 mg/kg aux limites de migration spécifiques (LMS) prévues dans le règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission⁵, ce qui a entraîné le retrait du produit du marché. En outre, il a été observé que la migration pouvait augmenter au cours des essais successifs⁶.

La migration de la mélamine et du formaldéhyde dépassant les LMS respectives témoigne d'un non-respect des restrictions de l'utilisation et de la présence de mélamine et de formaldéhyde dans les matériaux en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires. Le groupe de travail a donc examiné et souligné la nécessité pour les autorités de contrôle et les exploitants d'entreprise de prêter une attention particulière à ces produits en tenant compte des erreurs d'étiquetage potentielles, dans la mesure où la mélamine ou le formaldéhyde sont également susceptibles de migrer à partir de ces produits en des quantités supérieures aux LMS fixées dans la législation.

Le groupe de travail estime que le règlement (UE) n° 10/2011 s'applique à ces matériaux et objets constitués d'un polymère, mais contenant également du bambou broyé ou d'autres constituants similaires en tant qu'additif⁷. Ledit règlement fixe que seules les substances figurant sur la liste de l'Union des substances autorisées établie à son annexe I peuvent être utilisées dans la fabrication de couches en matière plastique de matériaux et d'objets en matière plastique, additifs inclus. Ni le règlement ni les lignes directrices associées⁸ n'établissent une teneur en additifs maximale (ou minimale) que pourrait contenir un matériau ou objet final au sens de la définition d'une matière plastique.

² <http://data.europa.eu/eli/reg/2004/1935/oj>

³ Une question similaire, mais qui ne fait pas l'objet de la présente note, concerne les matériaux polymères fabriqués à partir de matières premières d'origine biologique qui ne sont à tort pas non plus commercialisés comme des matières plastiques, tels que l'acide polylactique (PLA) et les polyhydroxyalcanoates (PHA), mais qui sont néanmoins soumis au règlement (UE) n° 10/2011. Dans ce contexte, le marketing peut adopter une définition différente des matières plastiques fondée sur la notation selon laquelle les matières plastiques ne sont fabriquées qu'à partir de sources fossiles.

⁴ https://ec.europa.eu/food/safety/rasff_en

⁵ <http://data.europa.eu/eli/reg/2011/10/oj>

⁶ [BfR Statement on "Bamboo ware"; 25.11.2019](#)

⁷ Le règlement (UE) n° 10/2011 définit une matière plastique comme suit: «*matière plastique*», un polymère auquel des additifs ou d'autres substances ont pu être ajoutés, capable de servir de principal composant structurel de matériaux et d'objets finaux – la quantité maximale d'additifs pouvant être ajoutée n'est pas spécifiée.

⁸ https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/safety/docs/cs_fcm_plastic-guidance_201110_fr.pdf

L'utilisation de bambou ou de tout autre additif dans la fabrication de matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, par exemple pour remplir ou renforcer la matière plastique, requiert une autorisation conformément aux articles 9 à 11 du règlement (CE) n° 1935/2004. Cette autorisation doit être accordée et établie à l'annexe I du règlement (UE) n° 10/2011 de la Commission avant que ces additifs puissent être utilisés dans la fabrication de matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et dans le produit obtenu, mis sur le marché.

Aucune autorisation de ce type n'a été accordée pour le bambou. Une telle autorisation a été accordée aux MCDA n° 96 «farine et fibres de bois, non traitées». La première version de la présente note concluait que la mesure dans laquelle le bambou relève de cette autorisation n'était peut-être pas claire, étant donné que le bambou appartient à la famille des *Poaceae* (graminées), tandis que le bois provient du tronc ou des branches de différentes autres familles d'arbres ou d'arbustes. Par conséquent, d'aucuns pourraient considérer l'utilisation du bambou en tant qu'additif comme relevant des MCDA n° 96.

Depuis la première publication de la présente note, l'Autorité européenne de sécurité des aliments a publié son avis en ce qui concerne les MCDA n° 96 «farine et fibres de bois, non traitées». Cet avis conclut ce qui suit⁹:

«Le bois ne peut être considéré comme inerte en soi en raison des nombreuses substances à faible poids moléculaire qu'il contient et, en cas de migration dans les denrées alimentaires, la sécurité de ces constituants doit être évaluée. Les informations actuellement disponibles sont insuffisantes pour confirmer que l'autorisation des "farines et fibres de bois, non traitées" (numéro de substance MCDA 96) est conforme au règlement (CE) n° 1935/2004. Eu égard aux différences chimiques dans la composition des essences de bois, la sécurité des substances migrantes provenant de ces matériaux doit être évaluée au cas par cas, en tenant compte, en plus des essences, de l'origine, de la transformation, du traitement pour rendre les matériaux compatibles avec le polymère hôte et de l'évaluation des constituants à faible poids moléculaire migrant dans les denrées alimentaires. Il en va de même pour d'autres matériels végétaux.»

De l'avis de l'Autorité, la sécurité du bois devrait donc être évaluée distinctement pour chaque essence et non au niveau de la famille des bois. Cet avis ne soutient donc pas l'application de l'autorisation existante des MCDA n° 96 aux additifs issus des graminées. Étant donné qu'aucune autre substance couvrant l'utilisation du bambou ne figure sur la liste et qu'aucune dérogation applicable n'est prévue au titre de l'article 6, il n'existe pas de base juridique à l'utilisation de la farine de bambou en tant qu'additif dans les matières plastiques. Son utilisation est dès lors considérée comme non conforme aux exigences en matière de composition énoncées au chapitre II du règlement (UE) n° 10/2011. Il en irait également ainsi pour d'autres espèces non ligneuses si aucune autorisation spécifique à ladite espèce n'est prévue à l'annexe I du règlement (UE) n° 10/2011. Conformément à l'article 4 dudit règlement, les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires peuvent être mis sur le marché uniquement s'ils sont conformes aux exigences en matière de composition énoncées dans le règlement. Le groupe de travail souligne qu'une telle autorisation existe effectivement pour les coques de graines de tournesol broyées (MCDA n° 1060).

Le groupe de travail a débattu du fait que des additifs d'origine naturelle tels que le bambou, dans une matrice plastique, pouvaient eux-mêmes présenter un faible risque sanitaire. Des risques sanitaires peuvent toutefois se présenter si la qualité de ces additifs naturels est

⁹ <https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.2903/j.efsa.2019.5902>

médiocre, s'ils contiennent des impuretés ou des contaminants, s'ils contiennent des produits de réaction ou de décomposition qui représentent un risque sanitaire ou s'ils contribuent à la formation de tels produits, ou si le matériau gonfle et entraîne ainsi des altérations de surface nocives. En effet, des enquêtes récentes sur les matériaux et objets en bambou mélaminé destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires ont démontré ces effets. En pareil cas, le matériau peut ne pas être apte à l'emploi et entraîner la migration de niveaux élevés de substances, notamment de mélamine et de formaldéhyde, du matériau en matière plastique aux denrées alimentaires.

L'avis de l'EFSA montre que ces additifs d'origine naturelle peuvent contenir des substances toxiques. L'EFSA estime également que la compatibilité avec le polymère hôte est un paramètre pertinent pour le bois et a également fait observer que l'utilisation d'un additif dans des proportions élevées peut influencer sur les propriétés de migration de la matière plastique hôte, et ce également dans le cas d'autres matériels végétaux.

Le groupe de travail convient qu'il appartient aux exploitants d'entreprise de veiller à ce que ces matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et les substances utilisées pour leur production soient appropriés compte tenu de l'utilisation prévue et prévisible des matériaux ou objets conformément à l'article 8 du règlement (UE) n° 10/2011. Par exemple, s'il est prévisible qu'un objet puisse contenir des denrées alimentaires telles que des soupes, qui sont chaudes, liquides et grasses, il devrait également être conforme lorsqu'il est en contact avec ce type de denrées alimentaires et donc par exemple être testé, le cas échéant, en utilisant des stimulants appropriés. Conformément à l'article 16 dudit règlement, des preuves documentaires étayant la déclaration de conformité doivent être mises à la disposition des autorités compétentes, à leur demande. Ces preuves doivent être suffisantes pour permettre aux autorités compétentes d'établir que ces objets ont été produits selon les bonnes pratiques de fabrication, comme l'exige le règlement (CE) n° 2023/2006.

Les fabricants ou importateurs de matériaux et objets en bambou mélaminé destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires peuvent ne pas considérer ces matériaux comme des matériaux et objets en matière plastique par erreur ou par méconnaissance de la législation applicable. Par conséquent, il n'est procédé à aucune vérification de conformité avec le règlement (UE) n° 10/2011. Cela peut entraîner la mise sur le marché de matériaux et d'objets dont des substances, telles que la mélamine ou le formaldéhyde, contenues dans la matière plastique migrent en quantités supérieures aux LMS. Des contrôles de marché de matériaux et objets en bambou contenant des matières plastiques le démontrent. Il existe plus de 50 notifications effectuées via le RASFF concernant des niveaux élevés de migration de formaldéhyde provenant de ces produits; dans plus de 10 % des cas, les niveaux de migration constatés étaient plus de dix fois supérieurs à la limite de migration spécifique.

Enfin, le groupe de travail souligne que, lorsqu'une résine mélamine est utilisée dans une matière plastique contenant du bambou, le règlement (UE) n° 284/2011 s'applique aux matériaux et objets fabriqués à partir de cette matière plastique lorsqu'ils remplissent également les autres conditions dudit règlement.

Conclusion des experts du groupe de travail sur les MCDA du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux

Le bambou broyé, la farine de bambou et de nombreuses autres substances similaires, notamment le maïs, ne figurent pas sur la liste établie à l'annexe I du règlement (UE) n° 10/2011. Ces additifs ne peuvent pas être considérés comme du bois et nécessiteraient une autorisation spécifique tel qu'il en existe une pour les coques de graines de tournesol broyées. Lorsque de tels additifs sont utilisés dans un polymère, le matériau obtenu est une matière

plastique. Par conséquent, les MCDA en matière plastique contenant de tels additifs non autorisés ne sont pas conformes aux exigences en matière de composition énoncées dans ledit règlement lorsqu'ils sont mis sur le marché de l'UE.

En outre, les États membres ont fait état d'un certain nombre de notifications concernant la migration de mélamine et de formaldéhyde au-delà des limites de migration spécifiques (LMS). Dans certains cas, l'étiquetage et la publicité de ces MCDA peuvent également être considérés comme trompeurs par les autorités de contrôle et donc non conformes au règlement.